

Rétablir l'équilibre avec les géants numériques

En 2021, la plupart des Canadiens suivaient l'actualité sur les plateformes numériques. Cela prive les organes d'information canadiens de revenus publicitaires essentiels au profit de plateformes appartenant à des entreprises de réseaux sociaux et des géants numériques.

Un gouvernement libéral réélu s'engage à :

- Instaurer dans les 100 jours une loi qui obligerait les plateformes numériques tirant des revenus de la publication de nouvelles à partager une part de leurs revenus avec les organes d'information canadiens. Cette loi serait basée sur le modèle australien et créerait des règles équitables entre les plateformes mondiales et les organes d'information canadiens. Le projet de loi permettra aussi aux organes de presse de se concerter en vue des négociations collectives.

Le Canada est sur le point de devenir un leader mondial en matière de nivelage des règles du jeu pour les nouvelles locales

Dans une démocratie, rien n'est plus essentiel qu'avoir des médias d'information locaux sains et dynamiques. Mais la menace des Big Tech croît chaque jour.

Le plan de 100 jours du gouvernement placera le Canada au premier rang des leaders mondiaux qui défendent les nouvelles locales. Cet engagement est clair. Tous les partis au Parlement appuient une action décisive. Le temps est venu d'agir et d'adopter une législation d'ici le début de l'année 2022.

Médias d'Info Canada, qui représente des centaines de titres de confiance dans l'industrie des médias imprimés et numériques canadienne, et nos partenaires dans les organisations canadiennes et internationales appelons les parlementaires canadiens à travailler ensemble pour niveler les règles du jeu entre le journalisme local et les Big Tech.

